



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

**L'éducation, facteur clé de la paix et du  
développement durable :  
vers la mise en œuvre de l'ODD 4**

*Audition parlementaire aux Nations Unies*

*Siège de l'ONU  
Salle du Conseil de tutelle, bâtiment du Secrétariat  
17 et 18 février 2020*



## Programme

Animée par **Laura Lynch**  
Société Radio-Canada (SRC)

Lundi 17 février	
10 h – 10 h 30	<b>Séance d'ouverture : l'Audition parlementaire 2020 et le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU</b>
	<b>M. Tijjani Muhammad-Bande</b> , Président de la 74 <sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies <b>Mme Gabriela Cuevas Barron</b> , Présidente de l'Union interparlementaire <b>Mme Maria Luiza Ribeiro Viotti</b> , Directrice de cabinet, Bureau du Secrétaire général de l'ONU
10 h 30 – 10 h 45	<b>Discours liminaire</b>
	<b>M. Abdoulaye Mar Dieye</b> , Sous-Secrétaire général, Conseiller spécial de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement :  <i>Les ODD sont la seule voie à suivre</i>
10 h 45 – 11 h	<b>Photo de groupe</b>
11 h – 13 h	<b>ODD 4 : Le rôle central de l'éducation dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030</b>
<b>1</b>	<p>Cette première réunion-débat donnera un aperçu du rôle de l'éducation dans l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en insistant sur les liens avec les autres ODD, les principales lacunes dans la prestation de l'éducation aux niveaux mondial et régional, et certaines des principales prescriptions politiques qui seront examinées plus en détail au cours des différentes séances de l'audition.</p> <p>La réunion-débat rassemblera de hauts responsables de l'UNESCO et de l'UNICEF, en tant qu'institutions spécialisées des Nations Unies pour l'éducation, ainsi que d'autres personnalités éminentes représentant des parlements et la société civile.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Quel est le potentiel du développement de l'éducation dans le monde d'aujourd'hui ?</li><li>- Comment peut-on rendre l'éducation de qualité plus accessible afin que tous aient une chance égale de connaître le bonheur et la prospérité ?</li><li>- Comment susciter la volonté politique de mettre en place des politiques éducatives efficaces ?</li><li>- Comment l'ONU s'efforce-t-elle de faire avancer l'ODD 4 ?</li></ul>

<p style="text-align: center; font-size: 24px; color: orange;">1</p>	<p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>M. Sebastian Tynkkynen</b>, parlementaire, Parlement de Finlande</li> <li>- <b>Mme Stefania Giannini</b>, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation</li> <li>- <b>M. Luis Gallegos</b>, Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies</li> <li>- <b>M. Radhika Iyengar</b>, chercheur, Centre pour le développement durable, Earth Institute, Colombia University</li> </ul>
<p style="text-align: center;">13 h – 14 h 30</p>	<p style="text-align: center; color: brown;"><b>Pause-déjeuner</b></p>
<p style="text-align: center;">14 h 30 – 16 h</p>	<p style="text-align: center; color: cyan;"><b>L'éducation pour la paix et la démocratie : bâtir les fondements d'une citoyenneté active</b></p>
<p style="text-align: center; font-size: 24px; color: orange;">2</p>	<p>Cette réunion-débat fera office de plaidoyer en faveur d'une vision plus globale de l'éducation, en tant qu'élément devant, en premier lieu, tendre à former des individus capables de penser librement et de contribuer à leur environnement, comme des citoyens responsables et engagés, en plus de subvenir à leurs propres besoins.</p> <p>L'éducation doit viser, au-delà de la satisfaction des impératifs économiques, à soutenir des sociétés justes, pacifiques et durables, respectueuses de la diversité culturelle, de la dignité humaine, de l'égalité des sexes et de la solidarité, soit des sociétés ayant les caractéristiques essentielles à la vie démocratique. Pourtant, trop de systèmes éducatifs restent axés sur la satisfaction des besoins de l'économie ou du marché et n'accordent qu'une attention secondaire au bien commun et au contrat social qui doit unir les citoyens. À cet égard, un rôle particulier doit être joué par l'éducation civique ainsi que par la pratique de la politique, notamment par un engagement actif auprès des représentants élus et des institutions gouvernementales à tous les niveaux.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment les apprenants peuvent-ils acquérir une expérience directe d'une société juste, inclusive, durable et pacifique ?</li> <li>- Comment le pouvoir transformateur de l'éducation peut-il être exploité dans des contextes difficiles, marqués par des conflits ou une concurrence pour des ressources ?</li> <li>- Quels types de partenariats faut-il établir avec les communautés pour faire en sorte que l'éducation reste pertinente pour leur bien-être ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Mme Lucila Crexell</b>, sénatrice, Sénat de l'Argentine</li> <li>- <b>Mme Fatima Kyari Mohammed</b>, ambassadrice, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies</li> <li>- <b>Mme Ilze Brands Kehris</b>, Sous-Secrétaire générale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) – <i>Invitée</i></li> <li>- <b>M. David Arnot</b>, Président de la <i>Concentus Citizenship Education Foundation</i>, Canada</li> </ul>
<p style="text-align: center;">16 h – 17 h 30</p>	<p style="text-align: center; color: cyan;"><b>L'éducation comme instrument clé pour l'autonomisation des femmes et des filles (Beijing +25)</b></p>
	<p>Cette réunion-débat se penchera sur l'une des lacunes les plus persistantes dans la prestation de l'éducation dans le monde, à savoir les obstacles qui privent les femmes et les filles de leur droit fondamental à l'éducation à tous les niveaux et dans tous les domaines du savoir. Elle examinera également le rôle clé de l'ODD 4 dans la réalisation de l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie, comme prévu par l'ODD 5.</p> <p>La discussion portera en particulier sur les politiques, les normes culturelles et les pratiques discriminatoires qui empêchent des millions de femmes et de filles d'aller à l'école, sapant ainsi leur droit à l'éducation ainsi que leur bien-être économique et social et celui de leur nation. Une attention particulière sera accordée à l'abandon scolaire chez les</p>

<p style="text-align: center; font-size: 24pt; color: orange;">3</p>	<p>adolescentes et aux moyens de prévenir ce phénomène. La ségrégation sectorielle entre filles et garçons, et entre hommes et femmes, est un autre obstacle majeur à la réalisation de l'égalité dans l'éducation. Cette situation est particulièrement vraie en ce qui concerne la sous-représentation des filles et des femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STIM).</p> <p>L'éducation transmet également des valeurs à un moment très formateur de la vie des garçons et des filles. Il est d'une importance capitale de semer les graines de l'égalité des sexes dès le plus jeune âge, grâce à l'éducation formelle et à d'autres initiatives qui font intervenir les enseignants, les élèves, ainsi que les familles et les communautés.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quels sont les principaux obstacles à l'égalité d'accès à l'éducation pour les garçons et les filles ?</li> <li>- Quelles sont les politiques et les mesures d'incitation qui permettent de réaliser l'égalité des sexes dans l'éducation à tous les niveaux, en particulier dans le secondaire ?</li> <li>- Comment des mesures ciblées peuvent-elles corriger au mieux les stéréotypes sexistes qui conduisent à un déséquilibre entre les domaines de l'éducation ?</li> <li>- Quelles mesures spécifiques sont nécessaires pour que les établissements d'enseignement favorisent une culture de l'égalité des sexes chez les garçons et les filles, ainsi que dans leurs familles et leurs communautés ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Mme Susan Kihika</b>, sénatrice du Kenya, Présidente du Forum des femmes parlementaires de l'UIP</li> <li>- <b>M. Georgi Velikov Panayotov</b>, ambassadeur, Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies</li> <li>- <b>Mme Nafissatou Diop</b>, Chef, Égalité des sexes et droits de l'homme, FNUAP</li> <li>- <b>Mme Jo Bourne</b>, Directrice technique, Partenariat mondial pour l'éducation</li> </ul>
<p>17 h 45 – 19 h 30</p>	<p><b>Réception au Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP : 336 E 45<sup>th</sup> Street (10<sup>e</sup> étage)</b></p>

<p><b>Mardi 18 février</b></p>	
<p>9 h 30 – 11 h</p>	<p><b>Garantir un travail décent pour tous grâce à l'apprentissage, à la formation et à l'enseignement professionnel tout au long de la vie</b></p>
<p style="text-align: center; font-size: 24pt; color: orange;">4</p>	<p>Cette réunion-débat examinera l'éducation en tant que condition nécessaire, bien que non suffisante, pour l'emploi et les moyens de subsistance durables. Elle s'intéressera aux raisons pour lesquelles l'inadéquation entre les compétences et les besoins du marché du travail peut laisser de nombreuses personnes sans emploi, même en période de prospérité, ainsi qu'à la nécessité de rendre les systèmes de prestation de l'éducation plus souples et plus accessibles pour offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie permettant de suivre l'évolution de l'économie.</p> <p>Le secteur privé a un rôle à jouer dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Les besoins éducatifs spécifiques de l'économie informelle, notamment l'apprentissage et le perfectionnement des compétences entrepreneuriales, qui sont prépondérants dans la plupart des pays en développement, sont d'une importance capitale. Il faut également prêter attention aux disparités entre les sexes et à l'exclusion des groupes vulnérables des possibilités d'emploi et de</p>

<p style="text-align: center; color: orange; font-weight: bold; font-size: 24px;">4</p>	<p>formation, afin que personne ne soit laissé de côté.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment les programmes de formation peuvent-ils anticiper les besoins du marché du travail et tenir compte de l'âge et du sexe dans leur conception et leur mise en œuvre ?</li> <li>- Comment élaborer des programmes flexibles fondés sur les compétences et reconnaître l'apprentissage non formel et informel ?</li> <li>- Comment améliorer la qualité et la pertinence du perfectionnement des compétences dans le secteur informel ?</li> <li>- Quel est le rôle approprié du secteur privé et des partenariats public-privé dans la politique et la mise en œuvre de l'EFTP ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>M. Ulrich Letchte</b>, parlementaire, Bundestag allemand</li> <li>- <b>M. Matthew Opoku-Prempeh</b>, Ministre de l'éducation, Ghana</li> <li>- <b>M. Vinicius Carvalho Pinheiro</b>, Organisation internationale du Travail (OIT)</li> <li>- <b>Mme Anna Bhyovskaya</b>, Confédération syndicale internationale (CSI)</li> </ul>
<p style="text-align: center;">11 h – 11 h 30</p>	<p style="text-align: center; color: teal; font-weight: bold;">L'Organisation des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle</p>
	<p>Une conversation avec M. <b>Fabrizio Hochschild</b>, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les préparatifs de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation et le Secrétaire général de l'UIP, <b>M. Martin Chungong</b>.</p>
<p style="text-align: center;">11 h 30 – 13 h</p>	<p style="text-align: center; color: teal; font-weight: bold;">La quatrième révolution industrielle : que signifie-t-elle pour les systèmes éducatifs ?</p>
<p style="text-align: center; color: orange; font-weight: bold; font-size: 24px;">5</p> <p style="text-align: center; color: orange; font-weight: bold; font-size: 24px;">5</p>	<p>Cette réunion-débat s'intéressera au défi grandissant auquel sont confrontés les systèmes éducatifs en ce qui concerne les nouvelles technologies, désignées communément en tant que quatrième révolution industrielle (nanotechnologies, intelligence artificielle, internet des objets, etc.) et le risque d'une nouvelle aggravation des clivages économiques au sein des nations et entre elles. Elle portera également sur l'utilisation de la technologie pour améliorer l'accès à une éducation de qualité qui est pertinente pour la nouvelle économie d'aujourd'hui.</p> <p>Bien que des secteurs entiers de l'économie (éducation, soins de santé, infrastructures, culture et hôtellerie) continuent de dépendre principalement des emplois traditionnels où le facteur humain reste essentiel, il est vrai que, en particulier dans les pays développés, de nombreux emplois vont soit disparaître, soit changer radicalement en raison des nouvelles technologies. L'avènement de nouvelles technologies sophistiquées exigera de plus en plus une main-d'œuvre bien formée en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (STIM).</p> <p>Néanmoins, en cherchant à dispenser une éducation adaptée au monde de la haute technologie d'aujourd'hui, il faut trouver un équilibre délicat entre l'apprentissage de connaissances spécifiques et "apprendre à apprendre" d'une manière plus personnalisée qui soit à la fois plus adaptable aux besoins du marché et plus propice au bien-être humain.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment l'enseignement devrait-il être adapté aux nouvelles technologies émergentes et aux besoins correspondants du marché du travail ?</li> <li>- Comment les pays en développement, où les besoins éducatifs fondamentaux restent insatisfaits, peuvent-ils faire face aux exigences de la nouvelle économie axée sur la haute technologie ?</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment tirer parti de la technologie pour améliorer l'accès aux programmes d'éducation ainsi que leur qualité et leur pertinence ?</li> <li>- Quel est le rôle des partenariats public-privé dans la transition vers la quatrième révolution industrielle ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>M. David Bakradze</b>, parlementaire, Parlement de Géorgie</li> <li>- <b>M. Raymond Landveld</b>, Spécialiste affaires économiques, CNUCED</li> <li>- <b>Mme Caroline Pearce</b>, Spécialiste en éducation, co-auteur de <i>Education and Inequality</i> (Oxfam)</li> <li>- <b>M. Steven Hatfield</b>, Responsable mondial de l'avenir du travail, Deloitte</li> </ul>
<p>13 h – 14 h 30</p>	<p><b>Pause-déjeuner</b></p>
<p>14 h 30 – 15 h 45</p>	<p><b>Protéger notre planète par l'éducation au nom des générations futures</b></p>
<p>6</p>	<p>Cette réunion-débat abordera l'importance que revêt l'éducation pour la protection de la planète, en particulier l'éducation en vue du développement durable, en tant qu'élément clé des politiques de développement durable. Elle examinera en particulier les moyens par lesquels l'apprentissage formel, non formel et informel peut être utilisé pour faire prendre conscience de la crise climatique et d'autres perturbations de l'environnement, et pour susciter un appui aux mesures urgentes nécessaires pour sauver notre planète.</p> <p>Il est de plus en plus reconnu que l'éducation est essentielle pour étudier les liens entre l'environnement et les autres piliers du développement durable que sont l'économie et la société. Cependant, si une grande majorité de pays, selon des enquêtes récentes de l'UNESCO, font preuve d'une volonté politique de mobiliser l'éducation pour protéger la planète, la mise en œuvre est souvent à la traîne. La réunion-débat examinera aussi cette lacune-là.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quels sont les éléments de base d'un programme d'éducation à l'environnement ?</li> <li>- Comment pouvons-nous combler l'écart entre l'engagement politique et la mise en œuvre en mobilisant l'éducation pour la préservation de l'environnement ?</li> <li>- Comment peut-on faciliter un processus d'apprentissage de la durabilité à l'échelle de la société tout entière en combinant l'apprentissage formel, non formel et informel ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>M. Pier Ferdinando Casini</b>, sénateur, Sénat d'Italie</li> <li>- <b>M. Satya S. Tripathi</b>, Sous-Secrétaire général, Chef du Bureau de New York, PNUE</li> <li>- <b>Mme Myrna Cunningham</b>, Spécialiste de l'éducation des jeunes, ancienne membre du Forum des Nations Unies des peuples autochtones</li> <li>- <b>Mme Montserrat Salazar</b>, Directrice de pays, The Hunger Project, Mexique</li> </ul>
<p>15 h 45 – 17 h 15</p>	<p><b>Renforcer le financement public pour de meilleurs résultats en matière d'éducation</b></p>
<p>7</p>	<p>L'éducation est un bien public et un droit de l'homme. Une éducation publique bien financée, commanditée et payée par l'État, demeure un outil important pour bâtir des sociétés prospères et inclusives.</p> <p>Pourtant, le financement public de l'éducation reste bien en deçà des objectifs</p>

	<p>officiels qui sont de 4 à 6 pour cent du PIB et/ou d'au moins 15 à 20 pour cent des dépenses publiques totales. Les dépenses publiques consacrées aux établissements d'enseignement diminuent dans plus d'un pays de l'OCDE sur trois. Dans les pays à faible et moyen revenu, le fossé de financement annuel total entre les ressources nationales disponibles et le montant nécessaire pour mettre en œuvre l'ODD 4 à l'horizon 2030 est de l'ordre de 39 milliards de dollars des États-Unis. Néanmoins, l'aide à l'éducation dans les pays en développement reste imprévisible et bien inférieure au montant requis.</p> <p>Le sous-financement compromet l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux et dans presque tous les pays. Prétextant des contraintes budgétaires, les gouvernements sous-traitent de plus en plus les services éducatifs à des intérêts commerciaux ou cherchent à conclure des partenariats avec des prestataires de services éducatifs du secteur privé.</p> <p>Au cours de cette séance, les participants examineront les moyens d'augmenter les budgets de l'éducation et de rendre les dépenses publiques plus efficaces pour obtenir de meilleurs résultats à tous les niveaux, du primaire au post-secondaire. Les participants se demanderont également pourquoi certaines nations se sont tournées vers le secteur privé pour dispenser l'éducation, en mettant l'accent sur les risques et les avantages potentiels des partenariats public-privé dans les pays développés et en développement.</p> <p>Questions d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à ce que les budgets de l'éducation soient correctement augmentés ?</li> <li>- Quels sont les compromis possibles entre les budgets de l'éducation et les autres priorités du développement durable, et comment peut-on les aborder ?</li> <li>- Quel est le rôle approprié des établissements d'enseignement privés et des partenariats public-privé dans les politiques de l'éducation ?</li> </ul> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>M. Rodolfo Rodrigo Peña Flores</b>, parlementaire, Assemblée nationale du Costa Rica</li> <li>- <b>Mme Geraldine Byrne-Nason</b>, ambassadrice, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies</li> <li>- <b>M. Robert Jenkins</b>, Chef de l'éducation, UNICEF</li> <li>- <b>M. Mohamed Sidibay</b>, Champion de l'éducation, Partenariat mondial pour l'éducation</li> <li>- <b>Mme Prachi Srivastava</b>, signataire des Principes d'Abidjan, professeure agrégée, Education and développement international, Université de Western Ontario</li> </ul>
<p>17 h 15 – 17 h 30</p>	<p><b>Séance de clôture</b></p>
	<p><b>Mme Gabriela Cuevas Barron</b>, Présidente de l'Union interparlementaire</p> <p><b>M. Tijjani Muhammad-Bande</b>, Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies</p>